

STMicrö : le vrai visage de la concertation

La police suit à la trace les militant-es de STopMicro ! Ces dernières semaines, des réunions publiques ont été scrutées par la gendarmerie, des plaques d'immatriculation ont été relevées et de multiples contrôles d'identité ont été effectués sur des militant-es distribuant simplement des tracts. Un membre de STopMicro a même été convoqué à la gendarmerie. Pourquoi tant de contrôle pour celles et ceux qui dénoncent le développement des technologies de contrôle ?

A partir d'aujourd'hui, 22 mars 2024, STMicröelectronics anime une pseudo concertation. Celle-ci, comme l'enquête publique qui l'a précédée, n'est qu'un simulacre de participation citoyenne¹. Les travaux sont largement entamés et les avis émis ne sont que consultatifs : elles ne servent pas à grand-chose. Les industries et les pouvoirs publics s'assurent que nous, les « simples citoyen-nes », ne puissions pas nous approprier ces sujets. « *Vous comprenez, il s'agit de sujets très techniques, après tout qui connaît exactement la capacité de la fourniture en eau des champs captants de la Romanche ? Qui est à même de nous présenter un projet de société où demain on retirerait tous les semi-conducteurs ? Pas grand monde, non ? Alors, ayez confiance et laissez faire les experts.* »

Le collectif STopMicro en a assez de cette propagande de classe abrutissante à laquelle on nous biberonne. Alors, quand en période de restriction sur la consommation d'eau potable, on découvre que c'est open-bar pour ST et Soitec, on se dit qu'il y a un problème. Donc on creuse, on détricote, on se met à comprendre pas mal de choses et à y voir plus clair... Conclusions : les semi-conducteurs présentés comme « indispensables » ne le sont pas puisque la plupart sont destinés à des usages gadgets (domotique, voitures électriques et même... tondeuses à gazon autonomes), quand ce n'est pas pour le commerce des armes². Cette production qui nous est présentée comme une partie de la solution au dérèglement climatique pollue et consomme une quantité faramineuse de ressources. Elle ne fait que participer à l'accélération de la fuite en avant technologique ! Comme ça nous révolte, on s'organise, on se met à écrire, à informer autour de nous, on fait des enquêtes qu'on publie, on tracte, on rencontre les gens, on organise des réunions publiques un peu partout, on appelle à des manifestations...

Mais ça, en face, ça ne leur plaît pas : ils n'ont pas envie que les gens viennent mettre leur nez dans leurs dossiers crados, parce que ça la fout mal. Pas envie non plus que les citoyen-nes s'approprient des sujets qui les concernent et viennent les contester, il faut que les travaux avancent ! Et puisque s'informer et informer, c'est déjà trop subversif, on lâche les chiens de garde.

Fichage et intimidation

- 1/09/2023 : lors de la première réunion de l'enquête publique, la gendarmerie relève les plaques d'immatriculation de toutes les voitures garées sur le parking.
- 28/02/2024 : une fourgonnette de la gendarmerie fait des allers-retours devant la salle du Plateau-des-Petites-Roches où nous allons organiser une conférence. Objectif : filmer les participant-es !
- 11/03/2024 et 19/03/2024 : le fait de tracter devant la sortie d'usine aux salarié-es nous vaut plusieurs contrôles d'identité sous le motif de « trouble à l'ordre public » (sic), par les gendarmes de Meylan et de Domène. Les gendarmes nous apprenant au passage que les identités relevées sont transmises à la direction de ST. Sympa !
- 9/05/2024 : une balade autour du site pour constater l'avancement des travaux cause le fichage des 6 personnes présentes.
- Enfin, un membre de STopMicro a reçu cette semaine une convocation au commissariat pour un interrogatoire de près de 2h.

La stratégie antidémocratique se déploie à deux niveaux : d'un côté, un volet acceptabilité sociale avec ses CNDP, enquêtes publiques et autres fioritures bidons, de l'autre, un fichage politique des opposant-es. Le fait de s'informer, de discuter publiquement, de contester collectivement leur fait peur. Ils essaient de nous intimider avec leur police. Cela ne fait que renforcer notre détermination à contester ce projet d'extension délirant d'accaparement des ressources, de pollution massive du milieu et de choix de société imposé par les industries de la microélectronique.

C'est pourquoi nous nous mobilisons les 5, 6 et 7 avril, à Grenoble et dans le Grésivaudan. Rejoignez-nous !

De l'eau, pas des flics ! De l'eau, pas des puces !

STopMicro, 22 mars 2024

1 <https://stopmicro38.noblogs.org/post/2024/03/14/recette-pour-construire-une-mega-usine/>

2 Voir notre enquête sur les usages des puces produites à ST et Soitec Life.augmented / death.augmented, <https://stopmicro38.noblogs.org/post/2023/11/28/life-augmented-death-augmented/>